

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Opinion-dans-le-New-York-TimesCe-que-Obama-doit-savoir-sur-l-Argentine-de-Macri>

# Opinion dans le New York TimesCe que Obama doit savoir sur l'Argentine de Macri

- Argentine -

Date de mise en ligne : jeudi 24 mars 2016

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Par Gastón Chillier \* y Ernesto Semán \*\*

Pendant son voyage en [Argentine](#) cette semaine, il est peu probable que le président Obama rende visite à Milagro Sala. Militante sociale reconnue de la province de Jujuy, au Nord-Est du pays, Sala fut [arrêtée](#) en janvier sur décision du gouverneur, Gerardo Morales, un allié politique du nouveau président, Mauricio Macri.

Sa détention a suscité un tollé international ; le pape François, les Nations Unies et Amnesty International ont [exprimé](#) leur préoccupation. Mais pas la Maison Blanche : en annonçant de sa visite Obama a [remercié](#) Macri pour ses « *apports à la défense des droits de l'homme dans la région* ».

Et le [voyage historique](#) d'Obama à Cuba avait toute la pompe d'un adieu à la Guerre froide en Amérique Latine. Sa visite à La Havane étant le point culminant symbolique de la normalisation des relations des Etats-Unis avec le gouvernement communiste de Cuba. Mais son excursion en Argentine a un sens très différent.

Peu avant l'arrivée d'Obama à Buenos Aires, son administration a annoncé la déclassification des documents des Etats-Unis liés à la dictature militaire argentine entre 1976 et 1983. Cependant, la visite ne porte pas sur l'état actuel des droits de l'homme mais le libre marché et la sécurité du continent.

Une reconnaissance du rôle néfaste que les Etats-Unis ont joué durant les premières années de la dictature est bienvenue, même si elle est tardive. Mais ignorer les signaux d'alerte sur l'impact sur les droits de l'homme généré par les actions récentes de la nouvelle coalition gouvernant l'Argentine est un souvenir préoccupant de ce legs. Pour Macri, la visite d'Obama est un soutien.

La détention de Milagro Sala illustre la politique de poigne du gouvernement argentine. Son organisation a joué un rôle important en [fournissant](#) des logements, du travail et de l'éducation à des groupes socialement marginalisés. Sala a été arrêtée pour avoir dirigé une manifestation de travailleurs des coopératives, chômeurs et indigènes dans une des provinces les plus pauvres du pays. Ensuite, elle fut accusée de malversation de fonds publics. Cette enquête judiciaire doit suivre son cours mais le processus en question exige qu'en attendant, elle soit remise en liberté.

Cette détention arbitraire survient dans le contexte d'une série de mesures prises par l'administration de Macri qui ont affaibli l'Etat de droit au prétexte de la sécurité, la liberté économique et la guerre contre la drogue. En janvier, quelques semaines après son arrivée au pouvoir, Macri a déclaré [l'urgence](#) de sécurité qui permet aux forces armées d'abattre les avions non identifiés suspectés d'être liés au narcotraffic.

Concrètement, le président a décrété une peine de mort de facto sans procès préalable. Cette politique a été critiquée pour être un exemple de la « *narcotisation* » de la sécurité publique. Elle va à l'encontre des principes fondamentaux des réformes argentines post-dictature qui interdisent l'intervention militaire dans la sécurité intérieure.

Peu après l'arrivée de Macri au pouvoir, la Cour Suprême de la capitale du pays, Buenos Aires, a [décidé](#) que la police locale pouvait exiger que les citoyens montrent leurs papiers d'identité sans être suspecté, une décision qui donne le feu vert au harcèlement policier basé sur les préjugés. Dans une autre décision tout aussi préoccupante, le gouvernement national [a présenté](#) un nouveau protocole pour les manifestations, qui attribue aux forces de sécurité davantage de pouvoir pour réprimer et criminaliser les manifestations. Dans un pays où les gens valorise le droit à manifester et à occuper les rues pour défendre leurs droits.

La déroute politique et économique de 2001 en Argentine a démontré définitivement que les politiques de libérales des années 90 n'ont pas amélioré la vie des gens. Néanmoins, Macri et son équipe sont entrain de ressusciter quelques mesures qui ont échoué dans le passé. Avec des prix des matières premières à la baisse, ils veulent attirer l'investissement étranger avec des ajustements pour parvenir à une meilleure compétitivité : ils cherchent à réduire la dépense publique et à [limiter](#) l'Etat.

De son coté, son administration a éliminé le contrôle des changes ce qui a augmenté l'inflation. Plusieurs analystes estiment que l'augmentation des dépassera le chiffre [officiel](#) pour 2016 de entre 20 et 25%.

Malgré ses promesses de campagne pour renforcer les institutions démocratiques, le présidente Macri gouverne dans le sens opposé. En décembre, il a essayé de nommer deux juges à la Cour Suprême de la Nation par décret et voulant éviter l'approbation du Sénat. Devant le tollé provoqué dans la société, le Président a fait marche arrière et a [envoyé](#) les nominations devant le Sénat.

Ce ne fut pas la seule décision autoritaire : Macri a [utilisé plusieurs décrets](#) pour modifier le socle de la loi sur les Médias qui avait étendue la liberté d'expression en renforçant les normes anti-monopoles, alors que la précédente administration ne l'avait pas bien fait. Ce type d'intervention présidentielle serait désastreux dans n'importe quelle circonstance mais dans le contexte de polarisation politique en Argentine et aux cotés d'autres mesures répressives, c'est inquiétant.

Le risque de militariser l'ordre public, l'affaiblissement des limites institutionnelles au pouvoir exécutif, la criminalisation des manifestations et l'obsession de la promotion de politiques orthodoxes libérales : rien de tout cela n'a de bons échos en Amérique Latine. Les Etats Unis ont appuyé beaucoup de dictatures dans la région dans les années 70 et 80 parce qu'elles servaient de garants locaux au libre échange et à la sécurité contre le communisme.

Peu après l'arrivée au pouvoir du président Jimmy Carter en 1977, les Etats-Unis ont commencé à essayer de freiner les forces répressives du continent. Même si cela fut important, cela n'a pas pu compenser les décennies durant lesquelles les Etats-Unis ont aidé les dictateurs latinoaméricains, même s'ils disaient défendre la démocratie.

Obama veut surement laisser derrière ce passé. Mais durant son mandat, les Etats-Unis ont encouragé la déstabilisation de la démocratie au Honduras et à Haïti, probablement parce qu'ils espéraient que prendraient le pouvoir des partenaires commerciaux plus favorables ou alliés dans la guerre contre la drogue.

La décision des Etats-Unis de déclassifier plus de documents liés à la dictature argentine est un pas important qui pourrait permettre des enquêtes judiciaires sur les crimes de lèse humanité. Mais aujourd'hui Obama ne doit pas avaliser la violence étatique et l'intolérance idéologique comme des effets secondaires acceptables d'objectifs plus vastes des Etats- Unis de promotions du libre échange et de la coopération en matière de sécurité.

Une visite présidentielle en Argentine qui ignore comment le gouvernement de Macri est entrain de saper les droits de l'homme et les institutions démocratiques et, qui au contraire fait différents compliments sur sa politique - sera interprétée avec raison comme un retour au passé.

- \* **Gastón Chillier**. Directeur executif du Centre d'Etudes Légales y Sociales (CELS).
- \*\* **Ernesto Semán**. Professeur d' histoire à la Jepson School of Leadership Studies de la Université de Richmond.

Original : « [What Obama Should Know About Macri's Argentina](#) »

[The New York Times](#). New York, le 23 mars 2016.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la diaspora](#). Paris, le 24 mars 2016.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).